

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société ACG INDUSTRIE
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à
GONDECOURT**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V ;
- Vu les actes réglementant au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités de la S.A CATRY, puis de la S.A.S. ARPADIS-GONDECOURT, puis de la société ACG-INDUSTRIE - siège social : rue du marais 59147 GONDECOURT - pour leur établissement situé à la même adresse, et notamment l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1978 autorisant la S.A CATRY à fabriquer des peintures et vernis industriels ;
- Vu le récépissé de déclaration du 18 décembre 2007 de reprise des activités de fabrication de peintures et vernis précédemment exploitées par la S.A CATRY rue du marais à GONDECOURT, par la SAS ARPADIS-GONDECOURT à compter du 27 septembre 2007 ;
- Vu le rapport du 23 juillet 2012 du Directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le récépissé de déclaration du 12 septembre 2012 de reprise des activités du commerce de matières premières, demi-produits et produits finis du secteur de la peinture, de la laque, du vernis, de la fabrication de peintures industrielles précédemment exploitées par la SAS ARPADIS-GONDECOURT rue du marais à GONDECOURT, par la SAS ACG-INDUSTRIE à compter du 12 juillet 2012 ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2012 ;
- Considérant qu'il ressort du rapport du 23 juillet 2012 précité que la société ACG-INDUSTRIE exploite des installations classées sur son site implanté sur la commune de Gondecourt, dont le terrain d'assiette présente une pollution des sols et de la nappe de la craie par solvants chlorés, BTEX, solvants polaires de types alcools et cétone ;
- Considérant les possibilités de migration des polluants via la nappe souterraine, au droit du site industriel, vers les secteurs des champs captants du sud de Lille utilisés pour l'alimentation en eau potable ;
- Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société ACG-INDUSTRIE dénommé ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé rue du marais 59147 GONDECOURT, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à la même adresse.

Article 2 -

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre, à ses frais, les évaluations que rendent nécessaires la découverte de la pollution aux composés organiques halogénés volatils (COHV), aux BTEX et aux solvants polaires (de types alcools et cétones) et notamment si les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Pour cela, la démarche d'interprétation de l'état des milieux définie par la circulaire du 8 février 2007 du MEEDDM pourra être utilisée en l'adaptant aux spécificités de la situation en cause.

En tout état de cause, l'étude permettra a minima, de :

- connaître le contexte hydrogéologique de la nappe (sens, vitesse d'écoulement...);
- déterminer l'étendue de la pollution ;
- identifier la (ou les) source(s) de pollution ;
- identifier l'ensemble des voies et des expositions pertinentes.

Article 3 -

Au vu des résultats des évaluations, l'exploitant proposera à l'inspection des installations classées les mesures appropriées de gestion assorties d'un échéancier de mise en œuvre. A cet effet, la démarche de plan de gestion définie par la circulaire du 8 février 2007 du MEEDDM pourra être utilisée.

Article 4 -

Une analyse critique des éléments du dossier remis par l'exploitant pourra être effectuée à la demande de l'administration si nécessaire, aux frais de l'exploitant, par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration.

Article 5 -

- 5.1 Analyse des eaux de la nappe

Sauf dispositions plus contraignantes issues de l'étude prévue à l'article 2, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements sont réalisés dans les piézomètres trimestriellement.

Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Paramètres à analyser à chaque prélèvement	Norme/méthode
HCT	ISO 9377-2
BTEX	ISO 11423-2
COHV	ISO 10301-3
Méthyl éthyl cétone	
Méthyl isobutyl cétone	
méthanol	
Arsenic	FDT 90119 – ISO 11885
Métaux totaux	FDT 90112 – ISO 11885

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou guides en vigueur. Les limites de quantification pour chaque substance devront être adaptées pour permettre une analyse des résultats et précisées dans les comptes rendus.

- 5.2 Transmission des résultats

Les résultats de la surveillance doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats (évolution des niveaux piézométriques, concentrations...) doivent être présentés notamment sous forme de graphiques présentant l'évolution des paramètres et commentés.

Article 6 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement, livre V, titre 1er.

Article 7 –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 8 –

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de GONDECOURT,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de GONDECOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de GONDECOURT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr- rubrique Annonces et Avis – Installations classées – Autres installations classées – Arrêtés complémentaires).

Fait à Lille, le

21 NOV 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY



